

la stratégie et la tactique qui doivent nous amener à faire de nouveaux pas en avant vers un parti de masses. Elle a fait en cours de route son autocritique et expliqué au Parti ses erreurs d'appréciation ; aucune de ces erreurs ne porte sur le sens général de notre orientation ; elle croit que le III^e congrès a marqué un pas en avant pour le Parti et elle serait irresponsable si elle acceptait de rayer d'un trait les idées qu'elle a défendues et que le Parti a approuvées.

La minorité Frank n'ose ni défendre ce qu'elle affirmait au III^e congrès, ni faire son auto-critique. Par exemple, elle n'ose pas réaffirmer et essayer de prouver que nous nous trouvons dans une « courbe générale de montée du mouvement révolutionnaire », ou que le gauchissement de fin mai 1948 dans la politique du P.C. a eu, comme le prédisait la minorité « d'importantes conséquences dans les perspectives en France ». La minorité Frank attaque grossièrement la majorité en l'accusant de « capituler devant le stalinisme », mais elle-même, minorité Frank, réserve des précisions mystérieuses sur la question du stalinisme et fait un accord avec des camarades comme Soudran à sa droite et les ultragauchistes comme Chaulieu et Montal à sa gauche, alors qu'elle déclare que le problème du stalinisme est le problème n° 1.

La minorité Frank ne se contente pas de cultiver la confusion politique. Sur la base de cette confusion, elle mène une lutte interne sans principes politiques contre la direction, elle propose de renouveler la direction à l'aide d'une cuisine de comité central élargi qui n'a pas cours dans des partis communistes. Elle propose comme base pour une nouvelle direction un « programme d'action » où il n'y a pas un seul mot d'ordre d'action en dehors des comités de lutte sur lesquels il est impossible de bâtir toute une politique. A ce propos, il faut dire que les trois comités de lutte existant en France n'ont pas eu le caractère d'organismes pour la lutte ; mais plutôt d'organismes — utiles certes, mais qui ne résolvent pas les problèmes essentiels — de confrontation d'idées. La minorité prêche en fin de compte la renonciation à notre perspec-

tive de construction d'un parti de masses et au travail de masses entrepris.

Il était inévitable que, dans sa conduite pratique, la minorité en soit réduite à des procédés de destruction du Parti. On a vu la minorité Frank éditer des bulletins intérieurs en dehors du contrôle de la direction ; on a vu des dirigeants minoritaires introduire dans le Parti des méthodes de dénigrement systématique de la direction auprès de la base (il s'agit bien de dénigrement en l'absence d'une orientation politique précise et d'arguments politiques sérieux) ; on a vu des dirigeants minoritaires introduire dans nos rangs le mépris du centralisme démocratique et la lutte pour la domination du Parti ainsi que l'antagonisme d'autorités que l'Internationale dénonçait à son III^e congrès comme incompatible avec la centralisation démocratique. On a vu enfin les quatre minoritaires du Bureau politique donner leur démission parce que nous refusions de les suivre dans cette voie.

La direction a fait preuve de la plus grande patience à l'égard de ces camarades ; elle réexpliquera chaque fois qu'il le faudra sa politique, celle du III^e congrès. Mais elle ne laissera pas démolir le Parti, et elle demande à tous les membres du Parti d'exiger que les discussions politiques se mènent avec des arguments, qu'on oppose orientation à orientation, qu'on critique ouvertement ; en disant ce que l'on pense soi-même, qu'on cesse immédiatement avec les procédés de men songes (sur les adhésions, sur le désastre de « la Vérité »). A condition que chacun se conduise en communiste, et non en anarchiste ou en amateur de clique, à condition que la discipline communiste soit respectée, il pourra y avoir une discussion fructueuse à l'intérieur du Parti. Ceux qui tourneraient le dos aux méthodes communistes dans l'organisation montreraient par là qu'ils sont à cours d'arguments politiques sérieux ; ils se condamneraient devant le Parti.

Le 21 Avril 1947

GEOFFROY.

LETTRE DU SECRETARIAT INTERNATIONAL A TOUTES LES DIRECTIONS DES SECTIONS DE LA IV^e INTERNATIONALE

Chers camarades,

Le Secrétariat international tient à attirer votre attention sur un double ordre de faits : l'évolution de la situation politique en France, d'une part, et la situation du parti français de l'autre, qui sont étroitement liées entre elles et qui ont une importance capitale pour le développement de tout notre mouvement international dans l'avenir immédiat.

Tous les dirigeants de nos sections sont conscients de l'importance des développements politiques en France. Ce pays est le plus faible des « Quatre Grands », mais sa faiblesse n'est pas que relative ; la décadence de l'impérialisme français se poursuit de façon accélérée. C'est en France que la crise économique et politique est des plus avancées en Europe occidentale. C'est

aussi en France que le stalinisme est le plus fort, étant suivi par la majorité de la classe ouvrière et disposant d'une énorme influence jusque dans les classes moyennes des villes et des campagnes. Enfin, et c'est là un facteur qui devient maintenant très important pour notre appréciation du centre de gravité de la lutte de classe à un moment donné, c'est en France que la section de la Quatrième Internationale, tout en restant encore une petite organisation avec des racines encore peu profondes et solides dans le mouvement ouvrier, est celle qui, pour l'Europe, a été le plus avant dans un travail de masses. Les élections de l'an dernier en ont été un témoignage qui fut assez bien compris dans toute l'Internationale. De ce fait, ce qui se produit en France en général et chaque pas de notre section française en particulier ont une importance énorme, car ils nous ouvrent et nous montrent la voie.

UNE NOUVELLE ETAPE DE LA LUTTE DE CLASSE EN FRANCE.

Or, le développement de la lutte des classes en France vient de franchir une étape nouvelle que chaque bolchevik-léniniste doit comprendre. Depuis la « libération », à diverses reprises, se sont produites plusieurs épidémies de grèves, qui d'une façon assez générale sont allées des couches périphériques vers les couches centrales de la classe ouvrière. Finalement, le 25 avril, à l'usine Renault, la plus importante usine de la région parisienne et de France, où travaillent trente mille travailleurs de la métallurgie, l'avant-garde du prolétariat français, une grève éclata dans deux ateliers, malgré la direction syndicale entre les mains des stalinien. Cette grève s'étendit à toute l'usine, toujours en dépit de la direction syndicale. Un comité de grève fut élu pour assurer la direction du mouvement. Les grévistes cherchèrent à faire déclencher la grève dans d'autres usines pour aboutir à une grève générale de la métallurgie parisienne. Leurs revendications étaient une augmentation générale des salaires de base de 10 francs de l'heure à valoir pour un minimum vital, ainsi que l'échelle mobile pour le protéger.

Nous ne donnons ici qu'un aperçu très général de ce mouvement, juste ce qui est nécessaire pour l'objet de cette lettre et renvoyons, pour le détail de ce qui s'est passé et pour toutes les leçons que chaque membre de la IV^e Internationale devra assimiler, à une brochure préparée par les militants de la section française.

Les stalinien s'opposèrent au début à ce mouvement et firent tout le possible et l'impossible pour le freiner et le torpiller tout au cours du mouvement. Pendant plus d'une semaine, on les vit changer chaque jour de mot d'ordre pour essayer de prendre en main la direction du mouvement. D'abord contre la grève et contre les revendications, déclarant que le problème de l'augmentation des salaires était entre les mains de la C.G.T. qui allait négocier avec le gouvernement. Puis pour une augmentation de 3 francs sur les primes de production pour tous les métallurgistes de la région parisienne sans se prononcer pour ou contre la grève de Renault, en déclarant s'incliner